



PLAN STRATEGIQUE 2024-2026



**VERS PLUS D'ENGAGEMENT POUR LA
CITOYENNE ACTIVE**

JANVIER 2024

SOMMAIRE

Introduction.....	3
Analyse du contexte actuel.....	5
Orientations stratégiques du triennat 2024 – 2026.....	8
Synthèse stratégique.....	10
Stratégie de mise en œuvre.....	13
Mécanisme de suivi-évaluation.....	14

I- INTRODUCTION

Le début des années 90 a été marqué par l'avènement du « Vent de l'Est » qui a eu pour corollaire la démocratisation tous azimuts des pays africains. Cette période historique constitue un tournant



déterminant pour l'éclosion des sociétés civiles africaines en général et camerounaise en particulier. Elle a été caractérisée par une transformation socio-politique qui découle d'un consensus sur un certain nombre de problématiques dont celle concernant la gouvernance démocratique et décentralisée, et surtout l'importance du rôle de la société civile dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques de développement.

Au Cameroun, le cadre d'expression des organisations de la société civile dans le champ des politiques publiques a véritablement connu ses débuts lors du processus d'élaboration et du suivi-évaluation du Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) au courant des années 2003-2004. Ensuite, la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement* (2005), le *Programme d'action d'Accra* (2008) puis le *Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement* (2011), ont définitivement permis à la société civile de s'asseoir à la table des acteurs du développement.

Toutefois, une étude-diagnostic sur la société civile camerounaise menée en 2003 constate une atomisation des mouvements sociaux et un faible engagement des organisations de la société civile dans le champ des politiques publiques. Elle souligne d'abord un paysage institutionnel des organisations marqué par un fonctionnement segmenté, un faible maillage du tissu associatif, un isolement des revendications et peu de passerelles entre les familles d'acteurs (associations, syndicats, ONG, organisations religieuses), limitant ainsi les synergies d'actions. Elle fait état des difficultés à coaliser divers mouvements sous des bannières plus vastes que les intérêts catégoriels, du cloisonnement des mobilisations et de la faible expérience de partenariats entre organisations. L'étude révèle également que les premières expériences de mise en réseau telles que le Collectif des Partenaires d'Appui au Développement (COPAD) ou le Forum des ONG de Développement du Cameroun regroupant INADES, CIPCRE, APICA et SAILD (FONGDEC), le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) avaient échoué en raison de querelles de leadership, d'objectifs et de projets communs

fédérateurs peu définis et de la difficulté à engager un processus qui s'inscrit sur la durée. A l'époque, toutes ces diverses raisons expliquaient la faible participation de la société civile dans les cadres de concertation avec les pouvoirs publics et les partenaires au développement.

C'est dans ce sillage que naît le réseau de suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération dénommé « Dynamique Citoyenne », au cours d'un atelier organisé à OMBE (Sud-Ouest Cameroun) qui a réuni une trentaine de participants issus de différentes familles d'acteurs de la société civile (ONG, associations, syndicats, organisations confessionnelles) venant des dix régions du Cameroun.

Dynamique Citoyenne a pour **vision** d'œuvrer pour un Cameroun où les citoyens sont conscients de leurs droits et devoirs et capables de se mobiliser pour amener les pouvoirs publics à respecter le contrat social. Sa **mission** consiste à promouvoir la bonne gouvernance par le suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération.

L'objectif global de Dynamique Citoyenne est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, à leur implication effective dans la gestion des affaires publiques et au respect des droits humains. De manière spécifique, ce réseau vise à :

- ✓ Promouvoir la bonne gouvernance par le suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération par les citoyens ;
- ✓ Susciter l'éveil citoyen ;
- ✓ Promouvoir la mobilisation sociale ;
- ✓ Veiller au respect des droits humains et des libertés publiques.

Pour baliser son chemin, Dynamique Citoyenne élabore de manière participative des plans stratégiques triennaux qui sont ensuite déclinés en plans d'action annuels.

Fruit d'un processus participatif entre les parties prenantes du réseau, le présent plan stratégique s'inscrit dans une nouvelle dynamique qui fait suite à une série de réformes structurelles initiées depuis 2019 et qui ont connu leur point d'orgue lors du conseil national des 28 et 29 décembre 2023 à Limbé. Il repose sur quatre grands principes :

- ✓ L'expérimentation de l'approche « une organisation, une comme » ;
- ✓ L'étroite collaboration avec les structures communautaires de dialogue pour en faire des cellules de veille citoyenne ;
- ✓ L'accompagnement de proximité des Coordinations Régionales par le Comité de Direction ;
- ✓ La collégialité dans la prise des décisions en rapport avec la vie du réseau.

Ce présent plan stratégique couvre le triennat 2024-2026.

II- ANALYSE DU CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE 2024 - 2026

1. Le contexte sociopolitique

Le contexte sociopolitique camerounais de ces dix dernières années est marqué par des crises sécuritaires sévissant à ses frontières et par la persistance de la crise sociopolitique que connaissent ses deux régions d'expression anglophone. En effet, le pays fait face aux attaques



du groupe terroriste (Boko-Haram) à l'Extrême-Nord et aux effets de la crise politique en Centrafrique qui affectent la partie Est, ainsi que ceux de la crise socio-politique qui touche les deux zones anglophones du pays (régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest). Ces différentes crises ont accentué les poches de fragilité existantes et aggravé les vulnérabilités.

Par ailleurs, la paix et la cohésion sociale sont mises en péril au regard des pressions sur les ressources engendrées par le mouvement des populations (déplacés internes, réfugiés) consécutifs aux crises sus-évoquées. L'accès aux besoins sociaux de base (accès à l'eau, à l'éducation, à l'électricité, etc.) devient de plus en plus une véritable gageure, exacerbant ainsi les tensions sociales. De plus, l'accès à la terre est source de plusieurs tensions intercommunautaires à travers le territoire national.

Le contexte sociopolitique actuel est également marqué par la préparation de triples élections (municipales, législatives et présidentielles) théoriquement prévues pour 2025. Dans la mouvance de ces futures échéances électorales, les meetings politiques se multiplient au fur et à mesure, mais on constate cependant que les initiatives de réformes du code électoral portées par la société civile et quelques partis politiques de l'opposition tardent encore à produire des fruits. On note également une faible mobilisation des citoyens à s'inscrire sur les listes électorales au regard des statistiques fournies par Elections Cameroon (ELECAM), organe en charge de l'organisation des élections au Cameroun.

Enfin, le processus de décentralisation enclenché depuis 2004 à la faveur de la Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun connaît des avancées considérables depuis 2019 avec la promulgation de la Loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées qui consacre la participation citoyenne comme vecteur de développement local. En effet, l'article 41 de cette loi stipule que : « *les associations et organisations de la société civile locale, ainsi que les comités de quartiers et de villages concourent à la réalisation des objectifs des collectivités territoriales* ». Dans le prolongement de cette volonté politique, le ministère de la décentralisation et du développement local (MINDDEVEL) a signé, le 19 juillet 2023, un arrêté fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des comités de quartiers ou de villages dans le cadre de la participation citoyenne à l'action communale. Cet ensemble de dispositions légales constituent des fenêtres d'opportunités qui seront exploitées par Dynamique Citoyenne pour renforcer la mobilisation citoyenne au cours du triennat 2024-2026.

2. Le contexte économique

Sur le plan économique, après avoir traversé la crise sanitaire sans avoir connu de récession, l'activité économique du Cameroun a amorcé une



reprise progressive, atteignant 3,6 % en 2021, en s'appuyant sur le dynamisme des secteurs secondaire (principalement industrie manufacturière et BTP) et tertiaire (reprise des activités de service de transport, hôtellerie et restauration). La croissance aurait atteint 3,7 % en 2022, elle est projetée à 4,5 % en 2024, contre 3,9% en 2023. La hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires, de l'énergie et des intrants agricoles et industriels imputable à la guerre en Ukraine a toutefois accentué les tensions inflationnistes dans le pays. Selon les dernières estimations de l'Institut National des Statistiques (INS), l'inflation a atteint un niveau record en mai 2023, tutoyant 8%.

Douzième producteur d'or noir sur le continent, avec environ 25 millions de barils de pétrole par an, d'après les chiffres de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), le Cameroun fait face à des pénuries chroniques de carburant depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022. Cette situation qui a connu son pic au mois de décembre 2023 a un impact considérable sur la vie quotidienne des citoyens, des entreprises et même des services publics. Les déplacements sont entravés, les activités économiques ralenties, et la frustration de la population grandit face à l'incertitude entourant la résolution de cette crise. Les acteurs du secteur pétrolier sont sous pression pour trouver des solutions rapides et durables afin de rétablir la stabilité dans la distribution des carburants, notamment dans les villes de Yaoundé et Douala.

3. Les forces et les faiblesses de Dynamique Citoyenne

La photographie de l'analyse organisationnelle de Dynamique Citoyenne au cours de l'élaboration du plan stratégique 2024 – 2026 se présente ainsi qu'il suit :

Les forces

- ✓ Implantation du réseau sur l'ensemble du territoire national
- ✓ Caractère multi-acteurs et multisectoriel du réseau
- ✓ Structure décisionnelle basée sur un partage clair des responsabilités
- ✓ Participation du réseau à plusieurs cadres de dialogue avec les pouvoirs publics
- ✓ Esprit d'alternance à la tête des Coordinations Régionales globalement ancré dans les habitudes
- ✓ Reconnaissance légale du réseau par les autorités publiques

Les faiblesses

- ✓ Faible capacité d'autofinancement
- ✓ Moyens financiers en inadéquation avec les ambitions du réseau
- ✓ Faible communication externe
- ✓ Faible capitalisation des résultats
- ✓ Absence de stratégie régionale de mobilisation sociale/Faible apport des membres dans l'élaboration des stratégies
- ✓ Fonctionnement globalement dépendant des instances nationales du réseau
- ✓ Déploiement opérationnel peu axé sur une analyse du contexte régional et un positionnement spécifique au sein de l'environnement institutionnel régional
- ✓ Diminution graduelle des capacités d'influence du réseau.

III. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU TRIENNAT 2024 – 2026

Au regard de cet environnement institutionnel et organisationnel peu reluisant, les parties prenantes de Dynamique Citoyenne ont identifié quatre (04) priorités stratégiques qui baliseront les interventions du réseau pour le triennat 2024-2026, à savoir :

- ✓ **Participation citoyenne au développement local**
- ✓ **Paix et cohésion sociale au Cameroun**
- ✓ **Gouvernance électorale et participation citoyenne au niveau local**
- ✓ **Animation réseau.**

Axe stratégique 1 : Participation citoyenne au développement local

Objectif stratégique : Promouvoir la mobilisation citoyenne pour une participation optimale au développement local et un meilleur accès aux services sociaux de base

Pour les trois prochaines années, le réseau Dynamique Citoyenne adressera la problématique du droit d'accès à l'eau potable au Cameroun en impulsant des actions de mobilisation citoyenne et d'interpellation des autorités publiques en charge de la gestion de l'eau aussi bien au niveau local que national. Ces actions seront matérialisées dans des plans d'action régionaux qui mettront un accent particulier sur la définition d'une théorie de changement au niveau de chaque Coordination Régionale.

Axe stratégique 2 : Paix et cohésion sociale au Cameroun

Objectif stratégique : Contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale au Cameroun

Dans cet axe stratégique, il s'agira pour Dynamique Citoyenne de susciter des débats publics autour des situations conflictogènes saillantes identifiées au sein des différentes régions et de collecter les propositions citoyennes pertinentes susceptibles de prévenir les situations de crises ou conflits entre communautés. Ces propositions citoyennes feront l'objet de campagnes de sensibilisation auprès des protagonistes et de plaidoyer auprès des autorités compétentes aussi bien au niveau local qu'au niveau national.

Axe stratégique 3 : Gouvernance électorale et participation citoyenne au niveau local

Objectif stratégique : Renforcer la participation citoyenne dans le processus électoral en prélude aux élections de 2025

Cet axe stratégique s'inscrit dans une démarche collective portée par une coalition d'acteurs de la société civile impliqués dans la gouvernance électorale au Cameroun. Dans le cadre de cette initiative, l'ambition de Dynamique Citoyenne est de susciter une participation citoyenne accrue dans les échéances électorales de 2025, avec une emphase au niveau local, notamment dans au moins 50 communes du territoire national. De manière spécifique, il s'agira de sensibiliser les citoyens en âge de voter sur l'importance de s'inscrire sur les listes électorales en prélude aux échéances électorales de 2025, de mettre en place un dispositif d'observation citoyenne des élections et de sécurisation des scrutins au sein des communes cibles et de contribuer au plaidoyer pour la réforme du code électoral.

Axe stratégique 4 : Animation réseau

Objectif stratégique : Renforcer les capacités d'action de Dynamique Citoyenne

Le succès de la mise en œuvre du présent plan stratégique est tributaire de la performance et de l'efficacité des Coordinations Régionales. Pour ce faire, un accompagnement de proximité des Coordinations Régionales sera effectué par les membres du Comité de Direction avec l'appui du Secrétariat Exécutif National.

Un accent particulier sera également mis sur la visibilité du réseau auprès de ses publics et partenaires à travers une animation continue des plateformes numériques.

Enfin, dans un souci de cohésion interne du réseau, le principe de collégialité dans la prise des décisions stratégiques et dans la mise en œuvre opérationnelle sera privilégié.

IV. SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

N°	AXES STRATEGIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES
1	Participation citoyenne au développement local	Promouvoir la mobilisation citoyenne pour une participation optimale au développement local et un meilleur accès aux services sociaux de base	OS1 : Faire un état des lieux sur la situation de faible accès à l'eau potable par les ménages au Cameroun	Résultat : Les membres de Dynamique Citoyenne et le public en général comprennent les enjeux et défis liés au faible accès à l'eau potable par les ménages au Cameroun	Disponibilité d'un document de problématisation du droit d'accès à l'eau potable au Cameroun
			OS2 : Contribuer à accroître la redevabilité des pouvoirs publics sur le droit d'accès à l'eau potable à travers des actions de mobilisation citoyenne	Résultat : La problématique du droit d'accès à l'eau potable est mise en débat dans au moins 150 communes à travers les 10 régions au cours du triennat 2024-2026	Nombre d'initiatives prises par les pouvoirs publics au niveau local pour répondre aux attentes des ménages en matière de droit d'accès à l'eau potable
2	Paix et cohésion sociale au Cameroun	Contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale au Cameroun	OS1 : Susciter des débats publics autour des situations conflictogènes saillantes identifiées au sein des différentes régions du Cameroun	Résultat : Les protagonistes des situations conflictogènes saillantes identifient de manière concertée les solutions à leurs conflits	Nombre de dialogues intercommunautaires organisés en régions

			OS2 : Mener des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer pour la prévention des conflits intercommunautaires identifiés en régions	Résultat : Les protagonistes des situations conflictogènes identifiées en régions sont sensibilisés sur les mécanismes traditionnels de prévention des conflits et de promotion de la paix et du vivre-ensemble (tolérance et déconstruction des préjugés)	Nombre de personnes touchées par la campagne
				Résultat : Les solutions concertées formulées par les protagonistes des situations conflictogènes saillantes sont adressées aux décideurs publics pertinents	Nombre d'action de plaidoyer initiées
3	Gouvernance électorale et participation citoyenne au niveau local	Renforcer la participation dans le processus électoral en prélude aux élections de 2025	OS1 : Sensibiliser les citoyens en âge de voter sur l'importance de s'inscrire sur les listes électorales en prélude aux élections de 2025 dans 50 communes cibles	Résultat : Le taux d'inscription sur les listes électorales au sein des communes cibles a augmenté d'au moins 10% lors des échéances électorales de 2025.	Taux d'inscription sur les listes électorales des communes cibles lors des élections de 2025
			OS2 : Mettre en place un dispositif d'observation	Résultat : Dynamique Citoyenne dispose d'un	Disponibilité du rapport alternatif

			citoyenne des élections au sein des communes cibles et de sécurisation de leurs scrutins	rapport alternatif qui documente les situations de fraudes électorales au sein des communes cibles	
			OS3 : Contribuer à la réforme du code électoral dans le cadre du plaidoyer collectif inter société civile	Résultat : Le code électoral alternatif produit par Dynamique Citoyenne est capitalisé dans le cadre du plaidoyer collectif	Nombre d'initiatives de plaidoyer entreprises par le collectif sur la base du code électoral alternatif produit par Dynamique Citoyenne
4	Animation réseau	Renforcer les capacités d'action de Dynamique Citoyenne	OS1 : Accompagner les Coordinations Régionales dans la mise en œuvre de leurs plans d'action respectifs	Résultat : Un plan de suivi de proximité des Coordinations Régionales est mis en œuvre par le Comité de Direction et le Secrétariat Exécutif National	Disponibilité d'un rapport annuel de suivi
			OS2 : Accroître la visibilité du réseau auprès de ses publics et partenaires	Résultat : Un plan de communication de Dynamique Citoyenne est conçu et mis en œuvre	Disponibilité d'un Pressbook

V. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

Pour assurer l'efficacité dans l'atteinte des objectifs du présent plan stratégique, un point d'honneur sera mis sur la participation effective de toutes les parties prenantes à sa mise en œuvre avec une définition claire du rôle de chacune et une collégialité dans la prise des décisions en rapport avec la vie du réseau.



✓ **Le Comité de Direction**

Il sera chargé de veiller au suivi de la mise en œuvre du plan stratégique, à l'accompagnement des Coordinations Régionales dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'action annuels, à l'animation des réflexions collectives sur les stratégies régionales, et à l'initiation des actions de plaidoyer et de communication institutionnelle au niveau national.

✓ **Les Coordinations Régionales**

Elles seront en charge de la mise en œuvre effective des plans d'action régionaux suivant l'approche « une organisation, une commune ». Elles veilleront à renforcer le rôle des structures communautaires de dialogue (comités de village, comités de quartier, comité de concertation) à l'effet d'assurer la pérennité des initiatives entreprises au niveau local.

✓ **Le Secrétariat Exécutif National**

Son rôle consistera à mettre à la disposition des Coordinations Régionales les outils techniques nécessaires à la mise en œuvre de leurs activités et assurer leur encadrement technique. Il sera également en charge de l'élaboration des analyses stratégiques, de la consolidation des rapports et de l'animation des plateformes numériques du réseau à l'effet de rendre visibles les actions de Dynamique Citoyenne.

✓ Les structures communautaires de dialogue

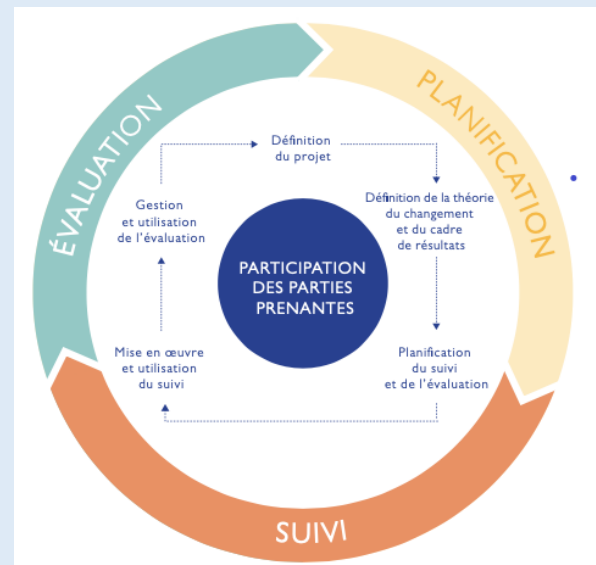
Les comités de quartier, comités de village et comités de concertation joueront un rôle central dans la stratégie de mise en œuvre des activités de Dynamique Citoyenne au niveau local. Ils seront outillés par les Coordinations Régionales en matière de contrôle citoyen de l'action publique, afin qu'ils jouent efficacement leurs rôles de veille citoyenne et de participation au développement local. Ces entités serviront de relais dans le cadre de la mobilisation au niveau communautaire et feront le lien entre les communautés et les autorités locales. Leur implication s'inscrit dans l'optique de la pérennité des actions initiées par Dynamique Citoyenne au niveau local.

✓ La task-force pour la mobilisation des ressources

Une task-force sera mise en place pour la mobilisation des ressources additionnelles qui permettront de financer le présent plan stratégique.

VI. MECANISME DE SUIVI - EVALUATION

Le présent plan stratégique sera décliné en plans d'action annuels assortis d'indicateurs objectivement vérifiables corrélés aux résultats opérationnels annuels. Un plan de suivi-évaluation sera élaboré par le Secrétariat Exécutif National sur la base de chaque plan d'action annuel. Ces plans de suivi-évaluation seront mis en œuvre par les membres du Comité de Direction avec l'appui du Secrétariat Exécutif National. De manière pratique, la mise en œuvre de ces plans de suivi-évaluation se fera par le biais des missions de terrain à l'effet d'appuyer techniquement les Coordinations Régionales dans la mise en œuvre de leurs plans d'action régionaux et de collecter les données sur l'état de mise en œuvre des activités. Ces missions de terrain seront ponctuées par des rencontres trimestrielles des membres du Comité de Direction, sanctionnées par la production des rapports trimestriels de suivi.



Au terme de chaque année budgétaire, un rapport annuel de suivi sera présenté au Conseil National à la diligence du Comité de Direction. Ce rapport annuel de suivi servira de boussole pour l'affinage de la stratégie d'intervention du plan d'action de l'année d'après.